



FSU 63

Déclaration de la FSU le 1er mai 2008

Nous avons entendu le Président de la République lors de son show télévisé de 90 minutes. Sur le ton du « je sais que ça vous fait mal, mais je continue parce que c'est bon pour vous » il a confirmé la poursuite et l'accentuation d'une politique largement contestée et dont les résultats risquent d'être plus d'inégalités et de pauvreté, moins de pouvoir d'achat et de solidarité.

Nicolas SARKOZY tout en reconnaissant la baisse sensible du pouvoir d'achat campe sur ses positions et ignore la revendication d'augmentation générale des salaires. Il en reste à sa doctrine du « travailler plus » en dépit des impasses économiques et sociales où elle a conduit. Il met en avant l'intéressement dans le secteur privé, accompagné de nouvelles exonérations de charges pour les employeurs, avec le risque de grever un peu plus les recettes pour la protection sociale. Il ne dit rien sur les traitements des fonctionnaires.

Défendant des choix fiscaux et budgétaires inégalitaires à l'efficacité économique et sociale discutable, il ne voit dans la fonction publique et les services publics que des dépenses à réduire à tout prix en ignorant les richesses qu'ils constituent.

Affichant sa considération pour les organisations syndicales ; il nie en réalité leur rôle en ignorant leurs refus et leurs propositions, comme c'est le cas par exemple avec le projet de sanction des chômeurs ou avec la confirmation de l'allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein. En matière de retraite il continue à ressasser les mêmes arguments, cachant la réalité qui est que l'allongement de la durée de cotisations s'accompagne d'une baisse des pensions y compris pour ceux qui travaillent plus longtemps.

En matière d'éducation il traite avec ironie les craintes et les revendications des jeunes, il caricature la réalité et confirme toutes les suppressions de postes et laisse entrevoir la réduction de l'offre d'éducation ; bien plus il donne comme finalité aux « réformes » qu'il promet de permettre de nouvelles suppressions. Donnant un satisfecit à son Ministre, il ignore les autres revendications qui mobilisent les personnels et les jeunes (politique éducative, programme du primaire...). Affectant sa considération pour les enseignants, il nie en fait la réalité de leurs métiers et de leurs attentes et ne propose comme prétendue revalorisation qu'une dégradation des conditions d'exercice des métiers en échange d'hypothétiques mesures sur les débuts de carrière. En fait il confirme le refus d'un vrai dialogue social à l'Éducation Nationale.

Face à cette politique désastreuse pour la société que nos anciens ont bâti, la FSU appelle les personnels à se mobiliser, en faisant grève le 15 mai, en participant massivement à la manifestation nationale pour l'éducation du 18 mai, en étant dans l'action appelée par l'intersyndicale interprofessionnelle le 22 mai sur la question des retraites, en se mobilisant avec les parents d'élèves et les associations complémentaires de l'école pour la défense du service public d'éducation le 24 mai.

On se souvient de Mai 68, on se souvient moins de Mai 1789 où quelqu'un avait écrit sur les murs de Paris « Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux : Levons-nous ! ». On se souviendra de Mai 2008 où les travailleurs, le peuple de France se seront levés pour combattre une politique qui affiche l'objectif de détruire tous les acquis sociaux si chèrement gagnés.

Oui nous allons combattre et comme disait un autre « Vivement la victoire et pour toujours ! » ou en version originale « Hasta la victoria siempre ! »